



## Politique énergétique française : que prévoit François Hollande ?

Vendredi 11 Mai 2012



**François Hollande, le nouveau président de la République a prévu dans son programme de rattraper le retard de la France en matière d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie afin d'aboutir avec succès à "la transition écologique".**

Cette transition devrait donc débuter par la sobriété et l'efficacité énergétique : *"la première énergie économisée est celle qui n'est pas consommée."*

*"Nous mettrons en place une contribution climat-énergie juste, incluant l'électricité et vraiment redistributive, accompagnée de mesures de justice sociale pour les ménages qui subissent la crise et les entreprises les plus exposées à la concurrence mondiale"* a-t-il affirmé dans son programme.

Ensuite, *"nous rendrons la TVA écomodulable, c'est-à-dire réduite sur les produits non polluants et plus élevée sur les autres."*

Comme les gisements d'économie d'énergie résident surtout dans les logements, le futur gouvernement devrait lancer un **vaste plan de rénovation thermique** (résidentiel et tertiaire). Le chiffre avancé concernerait alors 1 million de rénovations lourdes par an.

F. Hollande veut aussi **taxer les groupes pétroliers** afin de *"réduire la facture énergétique pour les particuliers"* et limiter l'impact (de cette industrie) sur l'environnement.

Il entend aussi mettre en oeuvre une **nouvelle tarification qui permettra l'accès à l'eau et à l'énergie** pour tous les français : *"Cette tarification sera fonction de l'usage, avec un tarif de base peu cher pour les besoins essentiels et des tarifs progressifs pour les consommations non contraintes."*

Un fond national de l'efficacité énergétique sera créé et alimenté par le produit de *"la contribution énergie-climat"*, de **"taxes sur l'uranium et les déchets nucléaires"**, des *"taxes actuelles sur les produits fossiles"* (25,5 Mds €/an) et par les économies permises par **"la suppression des niches fiscales liées aux énergies fossiles"** (4Mds €/an).

Ce fond devrait permettre de financer des économies d'énergie (logements, transports individuels et collectifs), le rattrapage en matière de nouvelles énergies et le développement de nouvelles filières, ainsi que les mesures d'accompagnement à destination des ménages précaires.

Les actions du nouveau gouvernement devraient également être tournées vers les **"énergies sûres"** et **"durables"**, encore marginales dans le « mix » énergétique de l'hexagone. Mais comme indiqué dans son programme, le Président de la république veut avant tout assurer *"l'indépendance"* et *"la sécurité énergétique"* de la France.

Le projet du Président entrant table sur une **diminution de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 à 50 % d'ici 2025**. Alors que le chantier de l'EPR de Flamanville sera maintenu, celui de Penly serait stoppé. Par ailleurs, la plus vieille centrale nucléaire de France, Fessenheim, devrait arrêter son activité dans les 5 ans qui viennent. En contrepartie, la part des **énergies renouvelables** pourrait augmenter dès cette année à travers le développement de filières industrielles françaises.

Un **moratoire** sera mis en place sur l'accroissement des capacités nucléaires et les exportations de technologies nucléaires (dont le fameux **MOX**) seront interdites sur les pays ou zones à risque.

François Hollande entend réorienter les **200.000 emplois du secteur nucléaire** autour de 4 objectifs prioritaires : la sécurité des installations existantes, le traitement et le stockage des combustibles usés, le démantèlement des centrales en Europe et dans le monde, élargir leurs activités aux énergies renouvelables.

L'Etat devrait renforcer son contrôle 'politique' sur *l'organisation de la filière nucléaire en France*, comprenant des acteurs de premier plan tels qu'EDF, Areva, ou encore le CEA. *"Ne laissons pas entre des mains mercantiles l'avenir énergétique d'un pays et même d'un continent, alors que la population peut être exposée à des risques de catastrophes majeures"* a indiqué mot pour mot François Hollande dans son programme.

Le futur gouvernement devrait également revenir sur la loi **NOME** (Nouvelle organisation des marchés de l'électricité).

Enfin, sur le plan européen, François Hollande proposera à ses partenaires la mise en oeuvre d'une **Communauté européenne des énergies**, *"une coopération renforcée rendue possible par les traités actuels"*.